M.E.S., Numéro 143, Septembre – Octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

QUALITÉ DES INSTITUTIONS ET BIEN-ÊTRE SOCIAL DE LA POPULATION EN RD CONGO

par

Benjamin KONGOLO TSHISUAKA

David MUKENGA MULUMBA, Guy MBAU GIBANDA

Résumé

Il est question dans cet article de mesurer l'impact de la qualité des institutions sur le bien-être de la population en RDC. En effet, la bonne qualité des institutions engendre une bonne gouvernance qui permet d'améliorer le bien-être de la population, à savoir un bon système sanitaire, une bonne qualité de l'éducation, des bonnes infrastructures, bref, l'amélioration du niveau de vie de la population.

Pour mesurer l'impact de la qualité des institutions sur le bien-être de la population, l'approche purement empirique a été adoptée par l'utilisation du modèle ARDL. Après analyse par la méthode des moindres carrés ordinaires, l'étude est arrivée à la conclusion selon laquelle l'amélioration de la gouvernance a un impact mitigé sur le bien-être de la population en RDC. À court terme, une gouvernance renforcée améliore le bien-être de la population, bien que cet effet soit instable. Cependant, sur le long terme, son influence n'est pas significative, ce qui souligne l'importance de mettre en place des réformes structurelles profondes.

De plus, la formation brute du capital fixe et l'aide publique au développement ne parviennent pas à améliorer efficacement l'Indice de Développement Humain (IDH). Ce manque d'efficacité est principalement dû à des problèmes de gouvernance et à une mauvaise gestion des investissements.

Mots - clés : *qualité des institutions, bien-être, population, gouvernance, pauvreté*

Abstract

This article aims to measure the impact of institutional quality on the well-being of the population in the DRC. Indeed, good institutional quality leads to good governance, which improves the well-being of the population, namely a good healthcare system, good quality education, good infrastructure – in short, an improvement in the population's standard of living. To measure the impact of institutional quality on the well-being of the population, a purely empirical approach was adopted using the ARDL model.

After analysis using the ordinary least squares method, the study concluded that improved governance has a mixed impact on the well-being of the population in the DRC. In the short term, strengthened governance improves the well-being of the population, although this effect is unstable. However, in the long term, its influence is not significant, which underscores the importance of implementing deep structural reforms.

Furthermore, gross fixed capital formation and official development assistance fail to effectively improve the Human Development Index (HDI). This ineffectiveness is primarily due to governance problems and poor investment management.

Keywords : *Institutional quality, Well-being, Population, Governance, Poverty.*

INTRODUCTION

L'objectif principal de tous les gouvernements du monde est de promouvoir une bonne éducation, une bonne santé, des bonnes infrastructures de transport ainsi que la sécurité pour assurer le bien-être de sa population.

Pour atteindre ce bien être, plusieurs facteurs entrent en jeu parmi lesquels figure les institutions, qui sont constituées généralement des règles, des normes, des structures et des organisations qui régissent la vie sociale, politique, et économique.

Les institutions, qu'elles soient politiques, économique ou sociales jouent un rôle fondamental sur le bien-être de la population. En effet, la faiblesse des structures publiques, l'inefficacité de la gouvernance et la corruption généralisée contribuent de manière significative à la réduction du bien-être de la population au monde. Les institutions jouent un rôle clé dans la gestion des ressources, l'application des politiques économiques et la régulation des activités sociales et économiques. Cependant, en l'absence de mécanismes institutionnels efficaces et transparents, les initiatives visant à améliorer le bien-être de la population restent vaines.

Quid de la RDC, pays doté d'immenses richesses naturelles, continue de lutter contre le sous-développement endémique et persistant qui entrave le bien être de sa population. Malgré les nombreuses

réformes économiques et les initiatives internationales visant à améliorer les conditions de vie de la population, ces efforts n'ont pas réussi à endiguer ce problème.

L'objectif poursuivi dans cette étude est d'examiner l'impact de la qualité des institutions sur le bien-être de la population en RDC. Elle s'appuie sur l'analyse de plusieurs indicateurs clés, notamment la corruption, la stabilité politique, la qualité des réglementations et l'efficacité des actions gouvernementales. L'étude met en évidence la manière dont la fragilité institutionnelle représente un frein significatif aux efforts d'amélioration du bien-être de la population.

Pour atteindre cet objectif, la problématique de cette étude tourne autour des questions de recherche suivantes :

- les institutions peuvent-elles améliorer le bien-être de la population en RDC ?
- dans quelle mesure les institutions influencent-t-elles le bien-être de la population en RDC ?

Pour répondre aux questions soulevées et atteindre l'objectif de l'étude, le présent travail est subdivisé en deux sous points à savoir : le premier point passe en revue les différentes notions essentielles à la compréhension de la présente étude et le second mesure économétriquement l'impact des institutions sur le bien-être de la population en RDC.

1. GÉNÉRALITÉS THÉORIQUES SUR LES CONCEPTS

Ce premier point vise à rendre clairs les différents concepts essentiels qui seront largement utilisés dans cette étude. Il s'agit de la notion sur les institutions ainsi que sur le bien-être.

Pour y parvenir, le point est scindé en trois sous point dont le premier point traite sur les institutions, le deuxième sur le bien-être et enfin le troisième sur la relation théorique entre les institutions et le bien-être de la population.

1.1. Notion sur les institutions

Les institutions jouent un rôle central dans le développement économique et social des nations. Douglas North[1] les définit comme les "règles du jeu" qui structurent les interactions humaines au sein d'une société. Ces règles comprennent les lois, règlements, normes sociales et conventions, et se divisent en deux grandes catégories :

- institutions formelles : elles englobent les lois, constitutions et régulations officielles qui encadrent les comportements et interactions.
- institutions informelles : elles incluent les coutumes, traditions et normes sociales non écrites, mais tout aussi influentes.

Les institutions définissent ensemble la structure des incitations d'une société et plus spécifiquement d'une économie. Douglass North qualifie d'institution, entre autres :

- les caractéristiques durables de l'organisation des marchés de biens et services, du travail et des capitaux (par exemple le droit des entreprises en difficulté, les règles qui gouvernent les contrats de travail, la législation sur les fusions et acquisitions), et
- le cadre des décisions de politique économique (les procédures budgétaires, les statuts de la banque centrale, le régime de changes, les règles de la politique de la concurrence).[2]

Dans leur analyse, Acemoglu et Robinson[3] différencient les institutions inclusives et extractives :

- les institutions inclusives permettent à tous les citoyens de participer aux processus économiques et politiques, favorisant ainsi le développement durable.
- les institutions extractives concentrent le pouvoir et les ressources entre les mains d'une élite restreinte, freinant la croissance économique et exacerbant les inégalités.

La qualité des institutions se réfère généralement à la capacité des institutions à fonctionner de manière efficace, transparente et responsable. Cela inclut des aspects comme la gouvernance, la participation citoyenne, l'état de droit, et la lutte contre la corruption.

---

[1] NORTH D., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p.85.

[2] MUKUNDI NYEMBO, Politique économique, Notes de Cours, deuxième licence, FASEG, UNIKIN, 2024, p 9

[3] ACEMOGLU D., ROBINSON J., *Pourquoi les nations échouent : Les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté*, Paris, Flammarion, 2012, p. 301.

Des institutions solides sont essentielles pour le développement économique et social d'un pays. Elles favorisent la confiance des citoyens et des investisseurs, ce qui peut conduire à une meilleure stabilité économique et à une amélioration des conditions de vie.

En République Démocratique du Congo (RDC), les institutions politiques et économiques sont souvent qualifiées d'extractives. Elles échouent à garantir les droits de propriété, à offrir une justice équitable et à promouvoir une gestion transparente des ressources publiques. Cette faiblesse institutionnelle se traduit, par exemple, par une application incertaine des lois, décourageant ainsi les investisseurs étrangers et réduisant les perspectives de croissance à long terme.

Léonard Kabeya Tshikuku[4] illustre cet impact à travers sa théorie des boucles intérieure et extérieure. Selon lui, les institutions étatiques défaillantes et irresponsables en RDC appauvrissent la boucle intérieure, qui supporte l'essentiel du coût de fonctionnement du système économique. Les entreprises d'extraction-exportation, en rémunérant les ménages avec des salaires insuffisants, alimentent cette dynamique. En conséquence, la boucle intérieure, qui relie les ménages à leur lignage, est affaiblie tandis que la boucle extérieure, composée du marché mondial, des entreprises et de l'État, reste dominée par des intérêts extractifs.

Les institutions influencent directement le cadre macroéconomique en déterminant la manière dont les ressources sont allouées. La Banque mondiale[5] souligne que l'efficacité institutionnelle est un facteur clé de la stabilité économique et sociale. Une faiblesse institutionnelle se traduit par : ((i) une mauvaise gouvernance ; (ii) une corruption accrue et (iii) une inégalité dans la distribution des ressources.

Les institutions généralement publiques mais aussi privées, ont pour vocation la conception et la mise en œuvre de la politique économique.

Ainsi, le rôle des institutions ne se limite pas à un cadre statique de régulation. Elles doivent évoluer pour répondre aux besoins d'une société en mutation, comme le souligne Joseph Stiglitz[6], qui affirme que « des institutions solides sont essentielles pour garantir une redistribution équitable des ressources et pour créer les conditions d'un développement inclusif ».

1.2. Notion sur le bien-être

Le « bien-être » est une notion complexe. Sa définition est différente d'un dictionnaire à l'autre, mais elle fait généralement intervenir les concepts de prospérité, de santé et de bonheur. Le bien-être n'est pas chiffrable avec précision. Il existe des indicateurs numériques du bien-être et on peut à juste titre faire valoir que le bien-être général dans l'ensemble d'une société a probablement augmenté ou diminué. Plusieurs sciences abordent le bien-être sous différentes perspectives. Ces disciplines contribuent à une compréhension multidimensionnelle du bien-être, allant au-delà des aspects purement physiques pour englober des aspects psychologiques, sociaux, économiques et environnementaux**.** Toutefois, dans ce travail, le bien-être sera abordé du point de vue économique.

En économie, le bien-être est défini comme la mesure du niveau de satisfaction et de prospérité d'une société. Il transcende la simple mesure de la richesse matérielle, s'étendant à l'évaluation globale du bien-être des individus et des sociétés. C'est-à-dire il n'est pas simplement une mesure de richesse, mais un indicateur fondamental du succès global et de l'équité au sein d'une société. Il intègre non seulement des dimensions subjectives telles que le bonheur individuel, mais également des indicateurs objectifs tels que l'accès à l'éducation, la stabilité économique, et la distribution équitable des ressources. Cette approche cherche à évaluer la qualité de vie au-delà des indicateurs traditionnels de croissance économique et offre une compréhension plus holistique des conditions de vie, mettant en évidence l'importance de l'étude du bien-être économique.

Le bien-être revêt une importance fondamentale dans la vie quotidienne, il est le pilier essentiel qui contribue à une vie épanouissante, influençant positivement divers aspects de l'existence quotidienne. Il maintient une santé physique optimale ; prévient les problèmes de santé mentale ; renforce les liens familiaux, amicaux et professionnels ; stimule la productivité, la créativité et la réussite professionnelle en équilibrant entre les exigences professionnelles et la vie personnelle ; renforce le sentiment de réalisation, de bonheur ; améliore la capacité à surmonter les difficultés et à s'adapter aux changements. Ainsi, il favorise une vie active et équilibrée.

L'étude du bien-être économique revêt une importance capitale dans la formulation des politiques publiques et la prise de décisions économiques. En se focalisant sur le bien-être, les décideurs peuvent mieux comprendre les répercussions des politiques sur la vie des individus. Cela va au-delà de la simple

[4] https://youtu.be/DhVQkD9kiNw?si=LXrr587toBj7kqLb, consulté dimanche, le 15 septembre 2024, 14h55.
[5] Banque mondiale, Governance Matters, Washington D.C., 2019, p.45.
[6] Stiglitz J., La Grande Désillusion, Fayard, Paris, 2002, p.112.

maximisation des revenus pour inclure la réduction des inégalités, l'amélioration des conditions de travail, et la préservation des ressources naturelles, contribuant ainsi à une société plus équilibrée et durable.

1.3. Relation entre les institutions et le bien - être

Théoriquement, il y a un lien être les institutions et le bien-être de la population. Les institutions concourent à l'amélioration du bien-être de la population par la conception et la mise en œuvre différentes politiques publiques, notamment la politique économique.

Les institutions visent la stabilité politique et économique, socle du bien-être social de la population. En effet, des institutions solides garantissent une stabilité qui attire les investisseurs. Lorsque les règles du jeu sont claires et respectées, cela favorise un environnement propice à la croissance économique.

Les institutions ont également pour mission la protection des droits de propriété. Les institutions qui protègent les droits de propriété encouragent l'innovation et l'investissement. Les individus et les entreprises sont plus susceptibles d'investir dans des projets s'ils savent que leurs biens et idées ne seront pas volés ou expropriés.

Une bonne qualité des institutions et efficaces peuvent réguler le marché pour éviter les abus, promouvoir la concurrence et assurer un environnement équitable. Cela contribue à une allocation plus efficace des ressources.

Les institutions favorisent l'accès à l'éducation et à la santé. En effet, les institutions publiques qui investissent dans l'éducation et la santé améliorent le capital humain, ce qui est un facteur clé de la productivité économique. Un peuple en bonne santé et bien éduqué est plus apte à contribuer à l'économie.

Enfin, des institutions favorisant l'inclusion sociale permettent à un plus grand nombre de personnes de participer à l'économie, ce qui peut stimuler la croissance et réduire les inégalités.

2. VERIFICATION EMPIRIQUE DE LA RELATION QUALITE DES INSTITUTIONS ET BIEN-ETRE DE POPULATION EN RDC

Contrairement au premier point qui a établi une relation théorique entre les qualités des institutions et le bien-être de la population, le second point de cet article essaye de vérifier empiriquement l'impact de la qualité des institutions congolaise sur le bien-être de sa population.

Pour y parvenir, il sera question aux points qui précèdent de spécifier le modèle, de présenter le résultat et enfin de critiquer le résultat trouvé.

2.1. Spécification théorique

Dans cette étude, l'indice du développement humain comme variable endogène est fonction de l'indice de la gouvernance (qualité des institutions), de la formation brute du capital fixe (en pourcentage du PIB) ainsi que de l'aide publique nette au développement.

Au vu de la théorie économique ainsi que des variables choisies dans ce travail, la forme fonctionnelle de notre modèle est donnée par :

$$IDH = \beta_0 + \beta_1 Gouv + \beta_2 FBCF + \beta_3 APD \qquad (1)$$

2.2. Présentation, interprétation et discussion des résultats

Au seuil de 5%, les résultats du test de stationnarité montrent que les variables IDH et FBCF sont stationnaires à niveau et la bonne gouvernance et les aides publiques au développement sont stationnaire après différences premières.

2.2.1. Résultats ARDL

Premièrement, il est abordé le processus que le logiciel Eviews a choisi automatiquement afin de sélectionner le modèle optimal. En second lieu, le résultat du test de cointégration aux bornes selon l'approche de Pesaran et al. est succinctement développé. De ce test, est extrait la dynamique de court-terme et la relation de long-terme qui constitue, ainsi, le point culminant de ce sous-point.

2.2.1.1. Choix du modèle optimal

Pour choisir le modèle ARDL optimal (celui qui donne des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres), on va utiliser le critère d'information d'Akaike (AIC), à l'insu duquel le modèle ARDL (5, 4, 6,4) est le plus optimal parmi les 20 modèles, car il a la valeur minimale d'AIC. Ainsi, le retard optimal pour les variables respectives IDH, Gouv, FBCF, APD est respectivement : 5, 4, 6,4.

2.2.1.2. Test de cointégration

Le test de cointégration aux bornes de Pesaran est utile car les variables de cette étude sont soit stationnaires à niveau ou stationnaire après la première différence. Les résultats de ce test de cointégration,

effectué dans Eviews, sont les suivants : les résultats du test aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les variables, car la valeur de F-statistic = 5,916300 est supérieur à celle de la borne supérieure (3.454) au seuil critique (5%) c'est à dire qu'il existe une relation d'équilibre de long terme entre l'indice de développement humain (IDH), la gouvernance et les autres variables de contrôle. Cela prouve que ces facteurs institutionnels et économiques sont liés de manière stable dans le temps, malgré des ajustements de court terme.

2.2.1.3. Résultats de court et de long terme

Tableau I. Modèle ARDL brute

Dynamique de court-terme			
Variables	Coefficients	p-value	Significativité (seuil de 5%)
D(IDH(-1))	**0.941124**	**0.0000**	**Significatif**
D(IDH(-2))	**-0.832420**	**0.0005**	**Significatif**
D(IDH(-3))	0.361468	0.0816	Non significatif
D(IDH(-4))	**-0.447539**	**0.0038**	**Significatif**
D(GOUV)	0.002377	0.0108	Significatif
D(GOUV(-1))	**-0.003003**	**0.0188**	**Significatif**
D(GOUV(-2))	**0.002650**	**0.0248**	**Significatif**
D(GOUV(-3))	**-0.003917**	**0.0002**	**Significatif**
D(FBCF)	0.000234	0.1158	Non significatif
D(FBCF(-1))	-0.000350	0.0820	Non significatif
D(FBCF(-2))	-4.02E-05	0.8544	Non significatif
D(FBCF(-3))	4.83E-05	0.8227	Non significatif
D(FBCF(-4))	0.000292	0.1659	Non significatif
D(FBCF(-5))	**-0.000422**	**0.0157**	**Significatif**
D(APD)	5.20E-13	0.1655	non significatif
D(APD(-1))	-8.76E-13	0.0553	non significatif
D(APD(-2))	6.45E-13	0.1354	Non significatif
D(APD(-3))	**-7.73E-13**	**0.0263**	**Significatif**
Force de rappel	-0.015451	0.0000	Significatif
Retard moyen	64 semestres 4 mois 9jours 43'53"	10ans 4 semestres 9 jours 43'53"	
Relation d'équilibre de long terme			
Variables	Coefficients	p-value	Significativité (seuil de 5%)
GOUV	0.031770	0.7069	Non significatif
FBCF	-0.002483	0.9079	Non significatif
APD	-1.20E-11	0.7707	Non significatif
C	0.726720	0.3661	Non significatif

Source : l'auteur à partir du logiciel Eviews 10

De ce tableau ressort la dynamique de court terme dont en voici la teneur : l'influence positive et significative de la valeur instantanée de l'indicateur de la gouvernance sur le bien-être. Ainsi, lorsque la gouvernance augmente d'un point, instantanément, le bien-être augmente d'environ 0,0024 point. Cependant, cet effet est mitigé dans le temps. En effet, les qualités de la gouvernance du semestre dernier ainsi que celui précédent l'avant-dernier semestre impactent négativement le développement humain. Tandis que l'effet de l'avant-dernier semestre et celui de la qualité de la gouvernance décalée de quatre semestres ont un effet positif sur le bien-être.

Par contre, l'impact instantané de formation brute du capital fixe est positif mais non significatif. Il en est de même pour ses valeurs décalées de trois et quatre semestres. Par contre, la cinquième valeur décalée de la FBCF est statistiquement significative et devient un frein au bien-être de la population congolaise. Les paramètres des formations brutes du capital fixe sont positifs et statistiquement non significatifs.

Excepté à son décalage de trois semestres, l'aide publique au développement instantanée et décalée a un effet non significatif sur le bien-être de la population. Le signe de cet effet alterne positivement et négativement à partir de l'effet instantané. L'effet décalé de trois semestres a un impact extrêmement négatif et significatif sur le bien-être. Pour clore cette analyse de court-terme, l'analyse de la partie autorégressive du modèle (valeurs passées de l'IDH expliquant la valeur présente de l'IDH) révèle que les effets des variables décalées du développement humain sont significatifs et alternent positivement et négativement à partir de celui du dernier semestre. Mais, au troisième décalage, l'effet est non significatif.

A long terme, il s'avère que l'indicateur de la gouvernance agit positivement sur le bien-être de la population et de façon non significative. Cela suggère que la gouvernance seule n'a pas d'impact direct sur l'IDH à long terme mais elle pourrait agir efficacement par d'autres canaux : renforcement de l'efficacité des investissements, en diversifiant l'économie congolaise ou en intégrant le secteur informel dans l'économie formelle. Les deux autres variables de contrôle intégrées dans le travail, agissent négativement sur l'indice du développement humain de façon non significative. Il s'agit respectivement de la formation brute du capital fixe (exprimée en pourcentage du PIB) et l'aide publique nette au développement.

En outre, en se penchant sur les variables de contrôle, deux paradoxes émergent. Quoi que non significatif à court terme, la formation brute du capital fixe exprimée en pourcentage du PIB a un impact positif sur le développement humain. Ce paradoxe s'explique en raison des effets de décalage et des coûts initiaux, tandis qu'à long terme, elle contribue négativement et non significativement au bien-être. L'impact non significatif de la formation brute du capital fixe ne signifie pas qu'elle n'agit pas sur le bien-être. Dans le contexte congolais, elle agit positivement sur le bien-être par le mécanisme de création d'emploi pour les travailleurs manuels. En effet, lors de grands travaux d'infrastructure, une main d'œuvre supplémentaire est engagée et les dépenses en consommation de cette catégorie de la population élève le niveau de vie. Mais, après évolution dans le temps, le manque de suivi-évaluation, les détournements des fonds, la corruption des autorités publiques qui causent la grogne sociale des travailleurs suite au non-paiement de leurs rémunérations, inversent l'effet de ces investissements sur le bien-être des congolais. Ainsi, la formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB décalée de cinq périodes a un impact négatif et significatif sur le bien-être, exacerbant la pauvreté. Ce coût social provient de la mauvaise gouvernance des investissements publics caractérisée par une corruption endémique. Cependant, la fuite des capitaux joue aussi un impact remarquable sur les effets contradictoires de la formation brute du capital fixe sur le bien-être. En effet, les propriétaires des multinationales qui bénéficient des marchés publics rapatrient leurs profits à l'extérieur, déprimant ainsi la consommation et la demande globale. Ce phénomène est un facteur de la tendance à la baisse du niveau de vie et du développement humain.

En revanche, l'aide publique au développement ne semble pas avoir d'effet significatif, ni à court ni à long terme, constituant ainsi le second paradoxe. Et lorsque son décalage de trois périodes est pris en compte, elle a un impact significatif mais négatif sur le bien-être. Cela pourrait indiquer que les aides extérieures ont du mal à se traduire en réelles améliorations du bien-être si elles ne s'accompagnent pas de changements institutionnels plus profonds.

Les résultats de cette étude s'inscrivent dans la continuité des travaux empiriques précédents qui analysent le lien entre institutions, gouvernance et pauvreté, permettant ainsi de faire ressortir plusieurs points de convergence, de divergence, ainsi que des positions nuancées.

Tout d'abord, les conclusions de ce chapitre sur l'impact positif mais non significatif de la gouvernance sur le développement humain à long terme en République Démocratique du Congo (RDC) s'inscrivent en concordance avec les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012). Ces auteurs soulignent en effet que seules des institutions politiques et économiques véritablement inclusives peuvent engendrer un développement durable. Ainsi, les résultats obtenus suggèrent que des réformes institutionnelles plus approfondies, notamment en matière d'État de droit et de lutte contre la corruption, seraient nécessaires en RDC pour améliorer durablement le bien-être de la population. Cette perspective rejoint les analyses de Fukuyama (2013), qui insistent sur l'importance capitale de la qualité des institutions pour le développement.

Cependant, les résultats non significatifs de l'impact de la gouvernance semblent en contradiction avec les travaux de North (1990), qui affirment que les institutions jouent un rôle crucial dans la stimulation de la croissance économique. De même, les conclusions de Kaufmann et al. (2010) concernant le caractère

déterminant de la qualité de la gouvernance pour le développement ne paraissent pas pleinement corroborées par les résultats de ce chapitre dans le cas spécifique de la RDC.

Dans une perspective plus nuancée, les travaux de Rodrik (2000) soulignent que l'impact des institutions dépend fortement du contexte. Dès lors, les résultats mitigés obtenus quant à l'influence de la gouvernance pourraient s'expliquer par les particularités du contexte congolais. Par ailleurs, bien que Sachs (2005) mette l'accent sur le rôle primordial des institutions, il reconnaît également l'importance cruciale des investissements publics et de l'aide au développement. Or, cette étude montre un impact limité de ces facteurs, ce qui pourrait dans une certaine mesure nuancer la position de cet auteur.

En outre, les résultats de cette étude confirment le rôle indirect des institutions sur la pauvreté via la promotion d'une croissance économique inclusive, comme le soulignent Asongu et Kodila-Tedika (2016). L'analyse montre que la gouvernance et l'aide publique peuvent agir comme catalyseurs lorsqu'elles sont combinées à des investissements stratégiques.

Néanmoins, ces résultats illustrent les limites des réformes institutionnelles entreprises en RDC entre 2001 et 2015, telles que décrites par Matata Ponyo (2016), à savoir l'incapacité à assurer une mise en œuvre équitable et efficace des politiques publiques.

En définitive, les résultats de cette étude s'inscrivent dans un débat académique animé sur les liens complexes entre institutions, gouvernance et développement. Ils apportent un éclairage pertinent sur le cas particulier de la RDC, tout en ouvrant de nouvelles pistes de réflexion et de recherche sur ces questions fondamentales.

Cette étude révèle que l'amélioration de la gouvernance a un impact mitigé sur la réduction de la pauvreté en RDC. À court terme, une gouvernance renforcée améliore le bien-être de la population, bien que cet effet soit instable. Cependant, sur le long terme, son influence n'est pas significative, ce qui souligne l'importance de mettre en place des réformes structurelles profondes.

De plus, la formation brute du capital fixe et l'aide publique au développement ne parvient pas à améliorer efficacement l'Indice de Développement Humain (IDH). Ce manque d'efficacité est principalement dû à des problèmes de gouvernance et à une mauvaise gestion des investissements.

Enfin, la lenteur du mécanisme d'ajustement vers un équilibre durable, estimée à plus de 30 ans, met en évidence l'urgence de mettre en œuvre une gouvernance plus efficace pour accélérer l'amélioration des conditions de vie en RDC.

CONCLUSION

Cet article a porté sur la qualité des institutions et le bien-être de la population congolaise. Il est question de comprendre le rôle de la qualité des institutions sur le bien-être de la population. Pour atteindre cet objectif, l'étude a développé une méthodologie économétrique rigoureuse permettant de quantifier l'impact des de la qualité des institutions sur le bien-être de la population et d'évaluer économétriquement la relation entre la qualité institutionnelle et le bien être à travers l'interprétation des résultats obtenus, afin de proposer des recommandations de politiques publiques.

A l'issue de ce travail, les résultats montrent qu'à court terme, une amélioration de la gouvernance d'un point entraîne une augmentation limitée mais positive de l'Indice de Développement Humain (IDH) de 0,002377. Cependant, cet effet est instable dans le temps, suggérant que les réformes doivent être soutenues sur la durée. La formation brute de capital fixe (FBCF) et l'aide publique au développement (APD) n'ont pas montré d'effets significatifs à court terme, soulevant des questions sur l'efficacité des investissements en RDC.

Sur le long terme, la relation entre gouvernance et IDH devient plus stable, avec un coefficient de 0,03177 et une p-value de 0,7069, indiquant que la gouvernance seule ne suffit pas pour améliorer durablement le bien-être. Les réformes structurelles profondes sont nécessaires. De plus, la FBCF et l'APD affichent des coefficients non significatifs, confirmant que les investissements doivent être mieux encadrés pour avoir un impact réel.

L'analyse des résultats a permis de vérifier ces hypothèses de manière nuancée. La faiblesse de la qualité des institutions apparaît bien comme un facteur clé de la détérioration du bien-être de la population qui se manifeste par la pauvreté, le chômage, la perte du pouvoir d'achat.

Au terme de résultat trouvé, l'étude suggère et recommande ce qui suit pour améliorer le bien-être de la population congolaise :

- réforme institutionnelle approfondie pour une gouvernance plus transparente et efficace : Les réformes institutionnelles proposées visent à ancrer une gouvernance transparente et efficace, essentielle pour sécuriser le climat des affaires et attirer les investissements. En assainissant l'environnement

institutionnel, l'État doit restaurer la confiance des acteurs économiques et rétablir les conditions d'une concurrence loyale ;

- renforcement de l'indépendance des institutions publiques, mécanismes de contrôle améliorés et gestion rigoureuse des ressources : L'optimisation des dépenses publiques est centrale pour une allocation efficace des ressources rares. Chaque franc public doit être investi dans des projets à fort impact social, notamment dans les infrastructures et les services de base, pour amorcer un cercle vertueux de croissance inclusive ;
- lutte intensifiée contre la corruption avec des dispositifs de contrôle accrus et des sanctions dissuasives : La lutte contre la corruption, au-delà d'un impératif moral, est un levier économique majeur. En tarissant les flux financiers illicites, elle permet de mobiliser des ressources pour les secteurs prioritaires comme l'éducation et la santé, moteurs du développement à long terme ;
- politiques économiques repensées pour une redistribution équitable des richesses et une réduction des inégalités structurelles : La redistribution des richesses est non seulement une exigence d'équité, mais aussi une condition de la stabilité macroéconomique. En soutenant le pouvoir d'achat des ménages, elle stimule la demande intérieure et crée un environnement propice à l'investissement productif ;
- investissement accru dans l'éducation et la santé pour améliorer le capital humain : L'investissement dans l'éducation et la santé, en tant que capital humain, est un pari sur l'avenir. Une population instruite et en bonne santé est plus productive, plus innovante et capable de s'adapter aux mutations technologiques globales, tout en renforçant la résilience économique du pays ;
- diversification économique pour limiter la dépendance aux ressources naturelles et favoriser une croissance stable et résiliente : La diversification économique réduit la vulnérabilité face aux chocs externes et ouvre la voie à une croissance durable. En favorisant les secteurs à forte valeur ajoutée et en intégrant les chaînes de valeur régionales, la RDC peut se repositionner comme un acteur économique majeur sur la scène africaine et mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU, D. et ROBINSON, J., *Pourquoi les nations échouent : Les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté*, Paris, Flammarion, 2012.
- Banque mondiale, Governance Matters, Washington D.C., 2019.
- BIZALA LUBANZA, N., Impact des institutions sur la pauvreté en RDC : une analyse économétrique a partir des indicateurs institutionnels et de gouvernance, mémoire de licence, FASEG, UNIKIN, 2024
- MUKUNDI NYEMBO, Politique économique, Notes de Cours, deuxième licence, FASEG, UNIKIN, 2024.
- NORTH D., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.
- STIGLITZ., *La Grande Désillusion*, Fayard, Paris, 2002.